FEMMES - RÉSISTANCE - LIBERTÉ

LES PERSANES

Numéro 119 | Octobre 2026 | www.assoliberty.site

10 OCTOBRE 2026 / REPORTAGE

Courir pour la vie

Au parc Montsouris, la solidarité a pris le départ à travers une mobilisation contre les exécutions en Iran, portée par des citoyens, des associations et une jeunesse qui refuse de céder à la peur.





Paris, 10 octobre : la banderole avant le départ, puis les échanges entre participants.



La jeunesse au cœur de la mobilisation : prendre la parole pour les prisonniers menacés d'exécution.

ÉDITO / MERCI D'ÊTRE À NOS CÔTÉS

Vous qui lisez ces pages, merci de garder une place pour le peuple iranien dans vos pensées et dans vos engagements. Le 10 octobre, au parc Montsouris, des coureurs nous ont rejoints spontanément et les échanges se sont prolongés après la course. **Ces rencontres nous font du bien. Face aux exécutions et à la terreur que la dictature impose, il est précieux de pouvoir compter les uns sur les autres.** Nous pensons aux prisonniers qui résistent chaque mardi, à leurs proches qui attendent des nouvelles, et à tous celles et ceux qui refusent de renoncer à la liberté. Votre présence, un mot de soutien, une conversation autour de cette gazette contribuent à faire vivre cette solidarité. Continuons à lui donner de la force, ensemble, pour un Iran libre et démocratique.

Dans les prisons, la résistance continue

Gina Romero se joint à la grève de la faim des détenus en Iran.

Chaque mardi, des prisonniers iraniens refusent de s'alimenter pour protester contre les exécutions. Le 13 octobre, leur campagne entrait dans sa 142e semaine, dans 66 prisons.

Gina Romero, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les libertés de réunion pacifique et d'association, a partagé leur jeûne pendant 24 heures. Elle demande l'arrêt des exécutions prononcées après des procès inéquitables ainsi qu'une surveillance indépendante des détenus menacés. Son geste donne une portée nouvelle à cette protestation obstinée. Derrière les murs, la dictature n'a pas obtenu le silence.



Gina Romero, experte indépendante des Nations unies. Portrait : HCDH / ONU.

142 SEMAINES · 66 PRISONS · 24 H DE JEÛNE

Amir-Hassan, 23 ans, condamné à mourir

À 23 ans, Amir-Hassan Akbari-Monfared devrait pouvoir poursuivre ses études de comptabilité à Karadj, comme tout jeune étudiant. Il est aujourd'hui détenu à Evine, sous la menace d'une exécution. Le 11 octobre 2026, il a appris que la Cour suprême avait confirmé sa condamnation à mort.

Arrêté le 19 janvier 2025, il a été condamné pour « rébellion » et appartenance à l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran. Ces qualifications servent à frapper d'une peine irréparable un jeune opposant au régime.

Son portrait nous parvient alors que les exécutions se multiplient. Un visage souriant, un parcours étudiant interrompu : rien ne permet d'accepter qu'un État dispose ainsi d'une vie. Amir-Hassan a droit à un avenir, à un avocat et à une justice qui ne soit pas un instrument de répression.



Amir-Hassan Akbari-Monfared, étudiant détenu à Evine.

Faire reculer la peine de mort

Exécutés simplement pour avoir contesté les injustices

Cinq hommes ont été exécutés entre le 30 septembre et le 5 octobre après des condamnations liées aux manifestations de janvier 2026 : Ali Hemmati Sistanian, Alireza Raisi, Alireza Sepahi, Majid Nikandish et Siavash Jamshidi Kheirabadi.

Amnesty International dénonce des procès inéquitables, la torture et des aveux forcés. La peine capitale ferme toute possibilité de réparation. En tuant des manifestants, la dictature adresse une menace à ceux qui voudraient encore descendre dans la rue. La peur reste son moyen de gouverner.

L'inspiration de la terreur est un mode de gouvernance

Torture, aveux forcés, accès entravé aux avocats : les experts indépendants de l'ONU décrivent une justice qui bafoue les droits élémentaires. Le 9 octobre, ils ont demandé la suspension des exécutions en Iran, la commutation des peines de mort et le réexamen des affaires dans le respect d'un procès équitable.

Leur appel public pointe une évidence piétinée par Téhéran : une condamnation n'efface pas les droits d'une personne. Arracher des aveux puis tuer au nom de la justice ajoute un crime à la répression.

Ingrid Betancourt. Photo d'archives, 2025.



Ingrid Betancourt *: « Faire savoir aux détenus que leur combat nous engage, ne pas les laisser seuls. »*

Ingrid Betancourt connaît par expérience la captivité et l'attente. Lors d'une conférence le 10 octobre, elle a rappelé combien le soutien extérieur compte pour les personnes emprisonnées. Elle a demandé la protection des prisonniers politiques, des visites internationales et des enquêtes sur les crimes du régime, notamment le massacre de 1988.

Son plaidoyer défend aussi les élections libres, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'abolition de la peine de mort. **Un avenir où nul ne serait emprisonné pour ses convictions, où les Iraniens pourraient choisir librement leur destin**.

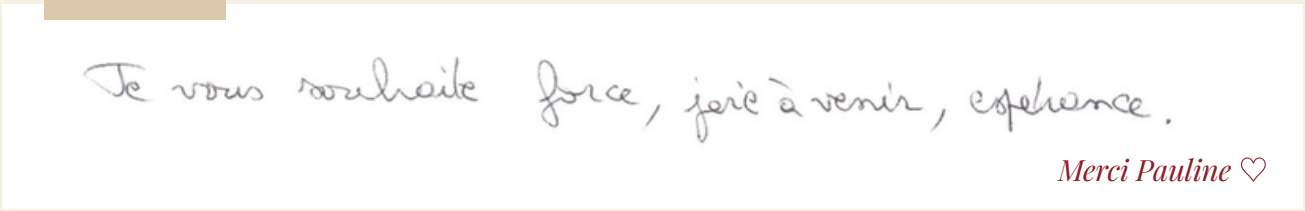
UN IRAN LIBRE, SANS PEINE DE MORT

Le refus des exécutions traverse les prisons et les frontières. Il porte une aspiration démocratique : vivre sans craindre d'être condamné pour une opinion, une manifestation ou un engagement. C'est cet avenir que défendent les résistants iraniens et les personnes qui se tiennent à leurs côtés.

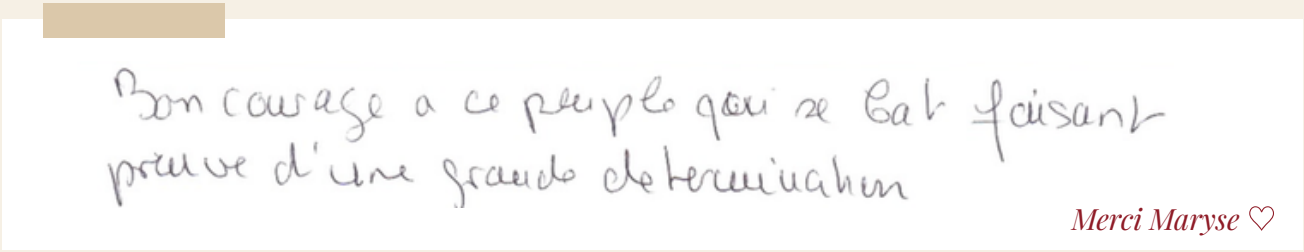
LE COURRIER DES AMIS DE LIBERTY

Des mots qui font du bien

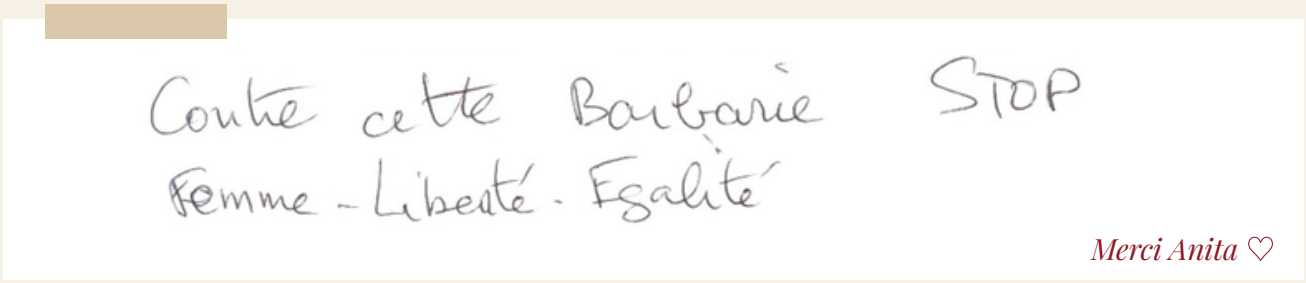
Quelques lignes à la main, beaucoup de cœur. Merci pour ces messages de soutien au peuple iranien.



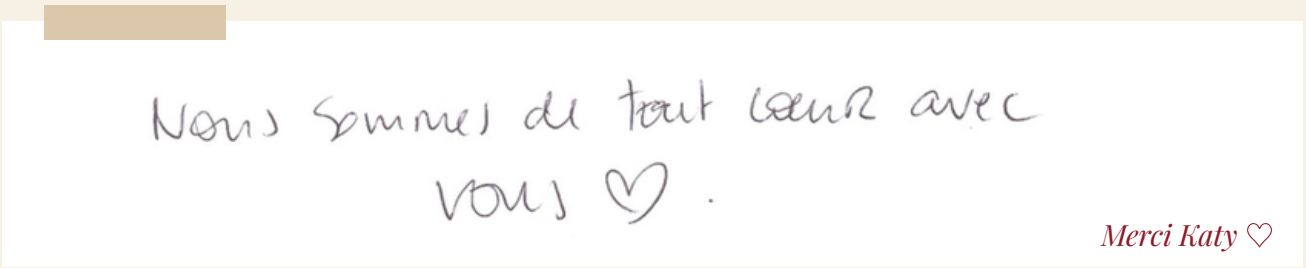
Merci Pauline ♡



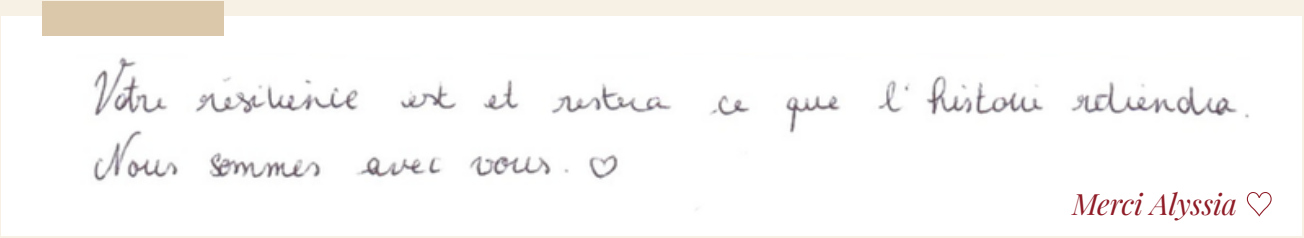
Merci Maryse ♡



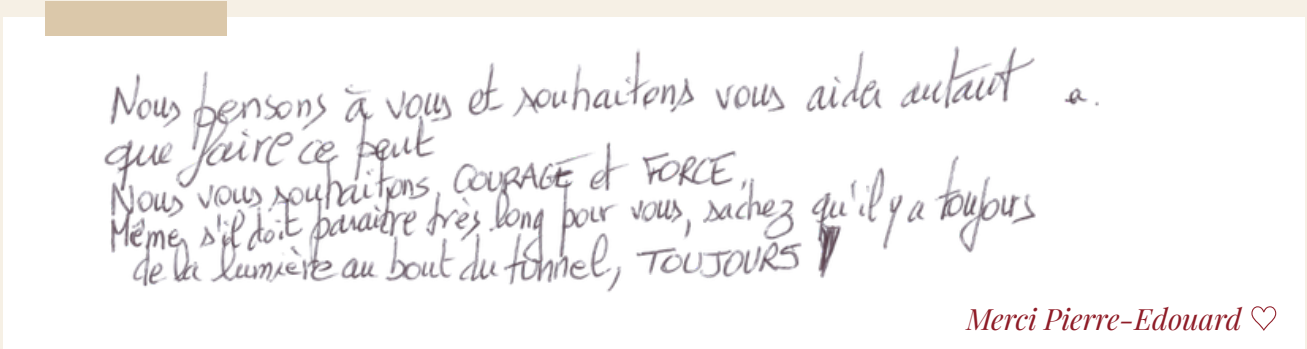
Merci Anita ♡



Merci Katy ♡



Merci Alyssia ♡



Merci Pierre-Edouard ♡